



## Le vrai message de la suédoise

**D**onc, le nouveau Premier ministre Charles Michel n'a pas aimé que les réactions aux propos douteux de quelques-uns de ses ministres viennent troubler le « message » du nouveau gouvernement.

Mais laissons de côté les Francken et les Jambon et intéressons-nous à ce « message ». Quel est-il ? Les deux mesures « phares » du nouveau gouvernement, celles qui ont été choisies pour donner le ton, sont assez claires : le recul de l'âge d'accès à la pension et un saut d'index pour les salariés. Mesures destinées à bien faire savoir que l'on aura un gouvernement de droite dont le premier souci va aux entreprises et pas « aux gens », comme dirait le PTB.

Mais au-delà du symbole, quelle est la stratégie derrière ces deux décisions ? Économiquement, elle apparaît plutôt obscure. Un gouvernement qui veut manifester un changement radical d'orientation est supposé prendre quelques premières décisions à effet rapide. On peut être dubitatif : un saut d'index quand l'inflation flirte avec les taux négatifs, cela ne paraît pas d'une urgence extrême. À terme, cela coûtera du pouvoir d'achat aux salariés, bien sûr, mais le timing est tout de même curieux. De la même façon, reculer l'âge de l'accès à la pension, qui plus est à l'horizon 2030, quand aujourd'hui des centaines de milliers de jeunes (y compris des jeunes qualifiés) sont sans emploi, cela ressemble à une logique à contre-temps.

Si l'on veut comprendre le sens de ces deux décisions, il faut lire l'éditorial d'Alain Narinx dans *L'Écho*, intitulé « Un gouvernement de droite, vraiment ? ». En conclusion d'une description assez lucide de ce qui est occupé à se passer partout en Europe, voici l'analyse du journaliste : « *Les économies du Vieux continent sont aux abois, surendettées et en panne de croissance. Les gouvernements cherchent partout des moyens de sortir de l'ornière. Ils jouent à fond quoi qu'ils en disent, la concurrence fiscale et sociale pour s'en sortir. La droite n'est pas au pouvoir partout. Mais elle a gagné la bataille idéologique.* »

C'est bien vu et c'est intéressant que cela vienne d'un journal tel que *L'Écho*, qu'on peut considérer comme un moniteur des milieux d'affaires.

Si la logique économique des deux mesures apparaît au bout du compte assez peu claire, y compris du point de vue d'un gouvernement « pro-business », c'est parce que leur signification n'est pas économique : elle est avant tout symbolique. C'est un message clair envoyé aux salariés de manière gé-

nérale : « vous allez morfler ». Il ne s'agit principalement ni d'« améliorer la compétitivité » ni de « réduire les déficits » mais de mettre fin à ce qui était pour la droite (d'abord flamande, mais pas seulement) un scandale au sens quasi biblique du terme : la Belgique s'en sortait plutôt mieux au plan macro-économique que la majorité des pays d'Europe en appliquant plutôt moins la politique d'austérité pratiquée par la plupart des autres gouvernements.

**C**e n'est pas d'aujourd'hui, pour reprendre les propos d'Alain Narinx, que la droite a « gagné la bataille idéologique ». Elle l'a gagnée au tournant des années 80, comme le montre bien Thomas Piketty<sup>2</sup>. Mais aujourd'hui, justement, aux États-Unis, comme en Europe, la droite est confrontée à un mouvement inattendu : c'est des experts eux-mêmes que vient la contestation de cette inégalité extrême. Ce sont les économistes les plus en vue (Stiglitz, Krugman, Piketty...) qui nous annoncent que l'austérité fera les mêmes dégâts partout. Même un Bruno Colmant commence à revoir son discours et les instances économiques internationales se mettent à hésiter. C'est dire.

Le vrai message de la suédoise, il répond à ce flottement idéologique et il vise à « resserrer les boulons » : ne croyez pas, manants, que vous allez pouvoir échapper au sort commun. Ne croyez pas qu'on va vous laisser relever la tête. Les riches, les vrais, ont gagné. Et maintenant, cela vaut pour la Belgique aussi. Ne vous y trompez pas : l'avenir que vous promet la suédoise, ce n'est pas la Suède. Votre avenir, c'est l'Espagne, le Portugal, la Grèce, l'Italie et la France.

Voilà ce que ce gouvernement veut nous dire. ■ **MARC JACQUEMAIN**

C'est un message clair envoyé aux salariés de manière générale : « vous allez morfler ».

1 Alain Narinx, « Un gouvernement de droite, vraiment ? », *L'Écho*, 10 octobre 2014, consultable en ligne.

2 *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Le Seuil, coll. « Les Livres du nouveau monde », 2013. Voir à ce propos Edgar Szoc, « Piketty pour les nuls », *Politique* n°86